

MENSUEL
DES E.S.U.
FÉVRIER
1967
N° 5 2 F

tribune étudiante

Redresser l'U.N.E.F.

UNE INTERVIEW DE PIERRE VANDENBURIE PRÉSIDENT DE L'U.N.E.F.

Toute la presse a parlé ces dernières semaines de la crise de l'U.N.E.F., des difficultés de tenir en main l'appareil du mouvement étudiant. Au cours de la dernière Assemblée Générale, tenue le 21 janvier, un nouveau Bureau National a été élu, qui semble disposé à avoir une plus grande autorité dans le mouvement et redresser ainsi la situation. C'est, à son nouveau Président, Pierre Vandenburgie, étudiant en sciences économiques à Lille, et Secrétaire Général du Bureau précédent, que nous avons posé les questions que les lecteurs de « T.E. » sont en droit d'attendre.

T.E. — Pourrais-tu rappeler, tout d'abord, les circonstances qui ont amené le Bureau National élu au Congrès de Grenoble à démissionner en janvier ?

Pierre Vandenburgie. — Cette circonstance tient au fait que les membres du Bureau National se sont aperçu qu'il existait une contradiction entre leurs mots d'ordre et les positions de la quasi-totalité des A.G.E. : en particulier, des A.G.E. qui avaient soutenu ce B.N. à Gre-

noble, à Pâques dernier, (Lyon, Lille, Grenoble...) n'étaient pas d'accord avec le contenu et les formes d'intervention présentées : la lutte contre l'université de classe et les moyens de lutte proposés par les « marxistes-léninistes », c'est-à-dire les pro-chinois. Si elle s'était maintenue au 2^{ème} trimestre, cette direction aurait eu pour seul objet une campagne purement politique portant sur le Vietnam, contradiction première du capitalisme, sans, qu'à un moment donné, elle soit en mesure d'avancer des revendications au niveau purement universitaire. Il leur était donc préférable de démissionner, puisqu'ils étaient dans l'impossibilité de continuer sur leurs propres thèmes. Mais, à mon sens, il serait fallacieux de prétendre qu'il leur était judicieux de démissionner au mois de janvier.

T.E. — Quelle est, alors, la signification, de la montée de ce nouveau Bureau, que tu présides ?

P. Vandenburgie. — Actuellement, une majorité se dessine réellement dans le mouvement

autour de notre courant ; certes., bien que nous soyons la principale force, celle-ci n'est pas encore majoritaire de façon absolue, mais il y a une nette tendance vers l'accroissement de son développement. Beaucoup de travail reste à faire pour consolider son assise, mais, néanmoins, nous disposons du soutien d'un nombre suffisamment grand d'A.G.E. pour développer nos thèmes, d'autant plus que ce sont les A.G.E. les plus consistantes et qui ont le plus grand poids dans le mouvement. Il fallait assumer nos responsabilités : nous l'avons fait et nous continuerons de le faire au mieux des intérêts du mouvement.

T.E. — Comment le nouveau Bureau se détermine-t-il par rapport aux orientations et aux pratiques passées et quel est son projet politique ?

P. Vandenburgie. — Nous voulons provoquer une rupture avec ce qui s'est passé depuis 4 ans, c'est-à-dire le fractionnement, la fuite dans la recherche intellectuelle, l'absence de luttes réelles et de participation des



P. Vandenburgie : développer des objectifs intermédiaires

masses, mais d'un autre côté, nous voulons récupérer les progrès de l'analyse universitaire effectuée depuis 4 ans. Notre projet est le suivant : développer des objectifs intermédiaires c'est-à-dire une stratégie structurelle à l'Université, ce qui est un champ assez nouveau d'intervention, car elle n'a pas encore trouvé une réelle assise à l'Université ; cela passe par l'étude des mécanismes qui lient l'Université d'une manière plus ou moins déterminante à la société néo-capitaliste. D'un autre côté : faire une analyse sérieuse de l'Université et mener un certain nombre de luttes à partir de sa spécificité. Le problème essentiel est de trouver le point d'impact des luttes à l'Université, de manière à ce qu'elles soient significatives poli-

tiquement par rapport à l'ensemble du système social, et d'autre part qu'elles constituent un objectif intermédiaire, permettant la prise de conscience des étudiants et la transformation du système universitaire.

T.E. — *Mais, cette attitude n'est-elle pas la cause de l'échec et de la crise du mouvement à l'heure actuelle ? Quelle solution entrevoyez-vous ?*

P. Vandenburgie. — A nos yeux, la crise actuelle est due au fait que les luttes de masses ne sont possibles que si elles allient les deux objectifs que je viens d'énoncer. En d'autres termes, les luttes menées ne doivent pas être l'apanage des étudiants déjà politisés, mais doivent avoir le soutien de l'ensemble

des étudiants. Le choix du thème Université-Economie est le terrain idéal pour appliquer le projet que j'ai défini et éviter l'écueil de la coupure entre les dirigeants du mouvement et leur base. Comme première approche de ce thème, qui sera discuté au prochain Congrès, nous proposons au 2ème trimestre :

1° une campagne d'information sur le programme général de l'U.N.E.F., le syndicat et son rôle ;

2° une analyse du plan Fouchet, qui doit être répercutée dans tous les amphithéâtres ;

3° une intervention sur les conditions de vie des étudiants (en particulier les campus), pour dénoncer la politique actuelle, visant à isoler les étudiants du reste de la population et coupant la formation et les études.

T.E. — *Comment vous situez-vous par rapport à l'ex-minorité, dite « rennaise » ?*

P. Vandenburgie. — Nous sommes en fait très proches d'eux ; la seule différence étant que nous ne pensons pas qu'à elles seules les luttes à l'Université puissent aboutir à une transformation de l'institution universitaire, et qu'il est nécessaire d'avoir un relais politique pour faire aboutir certaines revendications.

T.E. — *... et par rapport aux A.G.E., influencées actuellement par l'U.E.C. (Saint-Etienne, Besançon, Nancy...)?*

P. Vandenburgie. — Nous sommes radicalement opposés,



à bien des points de vue. Ce que nous leur reprochons, c'est de vouloir mener des luttes sur n'importe quoi, sans en mesurer les implications politiques. Par exemple. l'amélioration des conditions de vie ou la discussion de points de détail du plan Fouchet mènent inexorablement à l'intégration au système et à son aménagement, quelle que soit la virulence avec laquelle on se bat. A cet égard, la conjonction de ce courant avec les majos est significative et n'a surpris personne (sans que les majos aient eu un souci tactique) ; par contre, il était impensable que les majos votent notre texte, et encore moins, cherchent à le soutenir. En fait, il ne s'agit pas d'appeler luttes partielles n'importe quelles luttes : tout dépend du niveau où elles se situent. Si les objectifs intermédiaires ne visent qu'une meilleure utilisation ou un meilleur fonctionnement de l'Université, ils ne porteront pas la lutte sur les problèmes fondamentaux, c'est-à-dire les contradictions à l'intérieur de l'Université. La différence avec nous est très bien précisée

lorsqu'il s'agit de la divergence sur l'allocation d'études.

T.E. — *Concrètement, quelles sont les perspectives de travail pour le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre ?*

P. Vandenburgie. — Ces perspectives peuvent se résumer en quelques points fondamentaux :
— mobilisation des étudiants sur l'application des réformes Fouchet, non pas de façon globale, mais en suivant les modifications intervenues par discipline ;

— intervention sur le problème des campus, qui doit conduire rapidement à de réelles possibilités d'action ;

— en cas de présentation d'un projet gouvernemental, définition et justification de l'allocation d'études et contre-projet définissant son objet, son financement et ses modalités d'attributions ;

— bien entendu, poursuite de l'information sur la guerre du Vietnam et dénonciation de l'agression américaine.

Par rapport au 3^{ème} trimestre, la période des examens doit nous permettre de porter l'accent sur

ce que sont les examens dans le processus de sélection du système actuel et les mécanismes d'orientation et de contrôle des connaissances, par rapport à la formation professionnelle, à l'exercice d'une profession et au contenu de cette profession ; tout cela s'inscrivant parfaitement bien dans la poursuite de la campagne de sensibilisation du 2^{ème} trimestre.

Nous n'irons pas jusqu'à dire que le Bureau Vandenburgie est la dernière chance de l'U.N.E.F., mais il faut bien reconnaître que le mouvement étudiant ne peut avoir actuellement d'autres perspectives. .

« T.E. » souhaite donc au nouveau Bureau de réaliser ses projets et de redresser l'U.N.E.F., car la poursuite de la décadence de l'U.N.E.F. aurait des conséquences graves sur l'ensemble du mouvement étudiant et lui ferait perdre tout le prestige que l'U.N.E.F. avait pu conquérir il y a quelques années aux yeux de l'opinion publique.